

# DÉBATS

## Un entretien avec Pierre Bourdieu

« Il n'y a pas de démocratie effective sans vrai contre-pouvoir critique »

« Le dernier numéro de la revue que vous dirigez a pris pour thème la souffrance (1). On y trouve plusieurs entretiens avec des gens auxquels les médias ne donnent pas la parole : jeunes de banlieue déshérités, petits agriculteurs, travailleurs sociaux. Le principal d'un collège en difficulté exprime, par exemple, son amertume personnelle : au lieu de veiller à la transmission des connaissances, il est devenu, contre son gré, le policier d'une sorte de commissariat. Pensez-vous que de tels témoignages individuels et anecdotiques peuvent permettre de comprendre un malaise collectif ?

« Dans l'enquête que nous menons sur la souffrance sociale, nous rencontrons beaucoup de gens, tel ce principal de collège, qui sont comme traversés par les contradictions du monde social, vécues sous la forme de drames personnels. Je pourrais citer aussi ce chef de projet, chargé de coordonner toutes les actions sociales dans une « banlieue difficile » d'une petite ville du nord de la France. Il est confronté à des contradictions qui sont la limite extrême de celles qu'éprouvent actuellement tous ceux qu'on appelle les « travailleurs sociaux » : assistantes sociales, éducateurs, magistrats de base et aussi, de plus en plus, professeurs et instituteurs.

« Ils constituent ce que j'appelle la main gauche de l'Etat, l'ensemble des agents des ministères dits dépendants gardant la trace, au sein de l'Etat, des luttes sociales du passé. Ils s'opposent à l'Etat de la main droite, aux énarques du ministère des finances, des banques publiques ou privées et des cabinets ministériels. Nombre de mouvements sociaux auxquels nous assistons (et assisterons) expriment la révolte de la petite noblesse d'Etat contre la grande noblesse d'Etat.

« Le citoyen, se sentant rejeté à l'extérieur de l'Etat, le traite comme une puissance étrangère, qu'il utilise au mieux de ses intérêts »

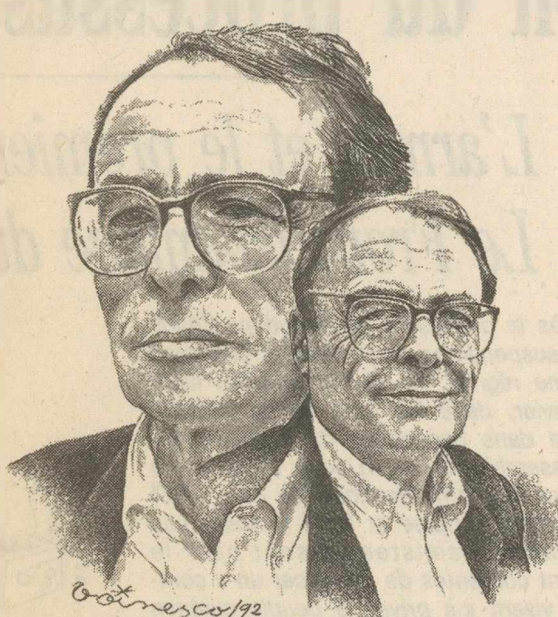
« Comment expliquez-vous cette exaspération, ces formes de désespoir et ces révoltes ?

« Je pense que la main gauche de l'Etat a le sentiment que la main droite ne sait plus ou, pis, ne veut plus vraiment ce que fait la main gauche. En tout cas, elle ne veut pas en payer le prix. Une des raisons majeures du désespoir de tous ces gens tient au fait que l'Etat s'est retiré, ou est en train de se retirer,

Pierre Bourdieu est sans conteste l'une des figures majeures de la sociologie contemporaine. Né en 1930, élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de philosophie, il est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales à partir de 1964 et professeur au Collège de France depuis 1982. Ayant enseigné aux Etats-Unis (Princeton, Harvard, Chicago) comme en Allemagne (Max Planck Institut, Berlin), il jouit d'une renommée et d'une influence internationales attestées par les nombreuses traductions de ses ouvrages.

Ce sociologue est toutefois un mandarin paradoxal. Universitaire reconnu, il démonte les mécanismes de l'institution universitaire et de la reconnaissance académique (Homo academicus, 1984). Au fil de quelque vingt-cinq volumes et de douzaines d'articles, sa recherche aborde des domaines très divers, telles la Sociologie de l'Algérie (PUF, 1961), l'éducation (avec J.-C. Passeron : les Héritiers et la Reproduction, 1960 et 1970), les pratiques culturelles (la Distinction, 1979), la formation des gouvernants (la Noblesse d'Etat, 1989). Ces ouvrages, comme la plupart de ceux de Pierre Bourdieu, ont été publiés aux Editions de Minuit.

Malgré le fil directeur constitué par sa réflexion sur les méthodes des sciences sociales et son élaboration des concepts spécifiques (champ, habitus, capital culturel, violence symbolique...), la portée de cet ensemble, à cause de son apparente dispersion, n'est pas toujours perçue, singulièrement en France. Dans Réponses, son dernier ouvrage, avec Loïc-J. D. Wacquant (Ed. du Seuil), Pierre Bourdieu donne une vue globale des enjeux et des perspectives de son travail.



Pierre Bourdieu aborde ici uniquement, non sans provocation parfois, des thèmes de réflexion politique liés à l'actualité sociale : mouvements de révolte des travailleurs sociaux, déclin du sens de l'Etat et des vertus publiques, rôle des intellectuels dans le débat démocratique.

d'un certain nombre de secteurs de la vie sociale qui lui incombent et dont il avait la charge : le logement public, la télévision et la radio publiques, l'école publique, les hôpitaux publics, etc., conduite d'autant plus stupéfiante ou scandaleuse, au moins pour certains d'entre eux, qu'il s'agit d'un Etat socialiste dont on pourrait attendre au moins qu'il se fasse le garant du service public comme service ouvert et offert à tous, sans distinction... Là où l'on croit qu'existe une crise du politique, un antiparlementarisme, on découvre en réalité un désespoir à propos de l'Etat comme responsable de l'intérêt public.

« Que les socialistes n'aient pas été aussi socialistes qu'ils le prétendaient, cela n'offusquerait personne : les temps sont durs et la marge de manœuvre n'est pas grande. Mais ce qui peut surprendre, c'est qu'ils aient pu contribuer à ce point à l'abaissement de la chose publique : d'abord dans les faits par toutes sortes de mesures ou de politiques (je ne nommerai que les médias) visant à la liquidation des acquis du Welfare state et surtout, peut-être, dans le discours public avec l'éloge de l'entreprise privée (comme si l'esprit d'entreprise n'avait d'autre terrain que l'entreprise), l'encouragement à l'intérêt privé. Tout cela a quelque chose de surprenant, surtout pour ceux que l'on envoie en première ligne remplir les fonctions dites sociales et suppléer les insuffisances les plus intolérables de la logique du marché sans leur donner les moyens d'accomplir vraiment leur mission. Comment n'auraient-ils pas le sentiment d'être constamment floués ou désavoués ?

« On aurait dû comprendre depuis longtemps que leur révolte

s'étend bien au-delà des questions de salaire, même si le salaire octroyé est un indice sans équivoque de la valeur accordée au travail et aux travailleurs correspondants et que le mépris pour une fonction se marque d'abord par la rémunération plus ou moins dérisoire qui lui est accordée.

« Croyez-vous que la marge de manœuvre des dirigeants politiques soit si restreinte ?

« Il n'y a plus personne aujourd'hui qui n'ait compris que cette marge est beaucoup plus réduite que les partis ne veulent le faire croire. Mais il reste au moins un domaine où les gouvernants ont toute latitude : celui du symbolique. L'exemplarité de la conduite devrait s'imposer à tout le personnel d'Etat, surtout lorsqu'il se réclame d'une tradition de dévouement aux intérêts des plus démunis. Or comment ne pas douter quand on voit non seulement les exemples de corruption (parfois quasi officiels avec les primes de certains hauts fonctionnaires) ou de trahison du service public (le mot est sans doute trop fort : je pense au pantouflage) et toutes les formes de détournement, à des fins privées, de biens, de bénéfices et de services publics : népotisme, favoritisme (nos dirigeants ont beaucoup « d'amis personnels... »), clientélisme ?

« Et je ne parle pas des profits symboliques ! La télévision a sans doute beaucoup plus contribué que les pots-de-vin à la dégradation de la vertu civile. Elle a appelé et poussé sur le devant de la scène politique et intellectuelle des personnages « m'astu-vu » soucieux avant tout de se faire voir et de se faire valoir, en contradiction totale avec les valeurs de dévouement obscur à l'intérêt collectif qui faisaient le fonctionnaire ou le militant. C'est le même souci égoïste de se faire valoir (souvent aux dépens de rivaux) qui explique que les « effets d'annonce » soient devenus une pratique si commune.

« Pour beaucoup de ministres une mesure ne vaut, semble-t-il, que si elle peut être annoncée et tenue pour réalisée dès qu'elle a été rendue publique. Bref, la grande corruption dont le dévoilement fait scandale parce qu'il révèle le décalage entre les vertus professées et les pratiques réelles n'est que la limite de toutes les petites « faiblesses » ordinaires, étalage de luxe, acceptation empressée des privilèges matériels ou symboliques.

« Face à la situation que vous découvrez, quelle est, à vos yeux, la réaction des citoyens ?

« Je lisais récemment un article d'un auteur allemand sur l'Egypte ancienne. Il montre comment, dans une époque de crise de la confiance envers l'Etat et le bien public, on voyait fleurir deux choses : chez les dirigeants, le dévoiement, corrélatif du déclin du respect de la chose publique et, chez les dominés, la religiosité personnelle associée au désespoir concernant les recours temporels. De même, on a le sentiment, aujourd'hui, que le citoyen, se sentant rejeté à l'extérieur de l'Etat (qui, au fond, ne lui demande rien en dehors de contributions matérielles obligatoires et surtout pas du dévouement, de l'enthousiasme), rejette l'Etat, le traitant comme une puissance étrangère qu'il utilise au mieux de ses intérêts.

« Vous parlez de la grande latitude des gouvernants dans le

domaine symbolique. Il ne concerne pas seulement les conduites données en exemple. Il s'agit aussi des paroles, des idéaux mobilisateurs. D'où vient, sur ce point, la déficience actuelle ?

« On a beaucoup parlé du silence des intellectuels. Ce qui me frappe, c'est le silence des politiques. Ils sont formidablement à court d'idéaux mobilisateurs. Sans doute parce que la professionnalisation de la politique et les conditions exigées de ceux qui veulent faire carrière dans les partis excluent de plus en plus les personnalités inspirées. Sans doute aussi parce que la définition de l'activité politique a changé avec l'arrivée d'un personnel qui a appris dans les écoles (de sciences politiques) que, pour faire sérieux ou tout simplement pour éviter de paraître ringard ou paléo, il vaut mieux parler de gestion que d'autogestion et qu'il faut, en tout cas, se donner les apparences (c'est-à-dire le langage) de la rationalité économique.

« Enfermés dans l'économisme étroit et à courte vue de la vision-du-monde-FMI qui fait (et fera) aussi des ravages dans les rapports Nord-Sud, tous ces demi-habiles en matière d'économie omettent, évidemment, de prendre en compte les coûts réels à court, et surtout à long terme, de la misère matérielle et morale qui est la seule conséquence certaine de la *realpolitik* économiquement légitimée : délinquance, criminalité, alcoolisme, accidents de la route, etc. Ici encore, la main droite, obsédée par la question des équilibres financiers, ignore ce que fait la main gauche, confrontée aux conséquences sociales souvent très coûteuses des « économies budgétaires ».

« Dix ans de pouvoir socialiste ont porté à son achèvement la démolition de la croyance en l'Etat »

« Les valeurs sur lesquelles les actes et les contributions de l'Etat étaient fondés ne sont-elles plus crédibles ?

« Elles sont discréditées plus souvent par ceux-là mêmes qui en sont les gardiens. Le congrès de Rennes et la loi d'amnistie ont plus fait pour le discrédit des socialistes que dix ans de campagne antisocialiste. Et un militant « retourné » (dans tous les sens du terme) fait plus de dégâts que dix adversaires. Mais dix ans de pouvoir socialiste ont porté à son achèvement la démolition de la croyance en l'Etat et la destruction de l'Etat-providence entreprise dans les années 70 au nom du libéralisme.

« Je pense en particulier à la politique du logement. Elle avait pour but déclaré d'arracher la petite-bourgeoisie à l'habitat collectif (et par là au « collectivisme ») et de l'attacher à la propriété privée de son pavillon

individuel ou de son appartement en copropriété. Cette politique n'a en un sens que trop bien réussi. Son aboutissement illustre ce que je disais à l'instant sur les coûts sociaux de certaines économies. Car elle est sans doute la cause majeure de la ségrégation spatiale et, par là, des problèmes dits des « banlieues ».

« Si l'on veut définir un idéal, ce serait donc le retour au sens de l'Etat, de la chose publique. Vous ne partagez pas l'avis de tout le monde... »

« L'avis de tout le monde, c'est l'avis de qui ? Des gens qui écrivent dans les journaux, des intellectuels qui prônent le « moins d'Etat » et qui enterrent un peu vite le public et l'intérêt du public pour le public... On a là un exemple typique de cet effet de croyance partagée qui porte à mettre d'emblée hors de discussion des thèses tout à fait discutables. Il faudrait analyser le travail collectif des « nouveaux intellectuels » qui a créé un climat favorable au retrait de l'Etat et, plus largement, à la soumission aux valeurs de l'économie.

« Je pense à ce que l'on a appelé le « retour de l'individualisme », sorte de prophétie auto-réalisante qui tend à détruire les fondements philosophiques du Welfare state et en particulier la notion de responsabilité collective (dans l'accident du travail, la maladie ou la misère), cette conquête fondamentale de la pensée sociale (et sociologique). Le retour à l'individu, c'est aussi le retour à la responsabilité individuelle (on peut blâmer la victime) et à l'action individuelle (on peut lui prêcher la *self help*), tout cela sous couvert de la nécessité inlassablement répétée de diminuer les charges de l'entreprise.

« La réaction de panique rétrospective qu'a déterminée la crise de 68, révolution symbolique qui a secoué tous les petits porteurs de capital culturel, a créé (avec, en renfort, l'effondrement - inespéré ! - des régimes de type soviétique) les conditions favorables à la restauration culturelle aux termes de laquelle la « pensée Sciences Po » a remplacé la « pensée Mao ». Le monde intellectuel est aujourd'hui le lieu d'une lutte visant à produire et à imposer de « nouveaux intellectuels », donc une nouvelle définition de l'intellectuel et de son rôle politique de la philosophie et du philosophe désormais engagé dans les vagues débats « néo-aroniens » d'une philosophie politique sans technicité, d'une science sociale réduite à une politologie de soirée électorale et à un commentaire sans vigilance de sondages commerciaux sans méthode. Platon avait un mot magnifique pour tous ces gens, celui de *doxosophe* : ce « technicien-de-l'opinion-qui-se-croit-savant » (je traduis le double sens du mot) pose les problèmes de la politique dans les termes mêmes où se les posent les hommes d'affaires, les hommes politiques et les journalistes politiques (c'est-à-dire très exactement ceux qui peuvent se payer des sondages...).

« Vous venez de mentionner Platon. L'attitude du sociologue se rapproche-t-elle de celle du philosophe ?

« Le sociologue s'oppose au doxosophe, comme le philosophe, en ce qu'il met en question les évidences et surtout celles qui se présentent sous la forme de questions, les siennes autant que celles des autres. C'est ce qui choque profon-

dément le doxosophe, qui voit un préjugé politique dans le fait de refuser la soumission profondément politique qu'implique l'acceptation inconsciente des lieux communs au sens d'Aristote : des notions ou des thèses sur lesquelles on n'argumente pas.

« Ne tendez-vous pas à mettre, en un sens, le sociologue à une place de philosophe-roi, seul à savoir où sont les vrais problèmes ?

« Ce que je défends avant tout, c'est la possibilité et la nécessité de l'intellectuel critique, et critique d'abord, de la doxa intellectuelle que secrètent les doxosophes. Il n'y a pas de démocratie effective sans vrai contre-pouvoir critique. L'intellectuel en est un, et de première grandeur. C'est pourquoi je considère que le travail de démolition de l'intellectuel critique, mort ou vivant - Marx, Nietzsche, Sartre, Foucault et quelques autres que l'on classe en bloc sous l'étiquette « pensée 68 », - est aussi dangereux que la démolition de la chose publique et qu'il s'inscrit dans la même entreprise globale de restauration.

« J'aimerais mieux, évidemment, que les intellectuels aient tous, et toujours, été à la hauteur de l'immense responsabilité historique qui leur incombe et qu'ils aient toujours engagé dans leurs actions non seulement leur autorité morale mais aussi leur compétence intellectuelle - à la façon, pour ne donner qu'un exemple, d'un Pierre Vidal-Naquet investissant toute sa maîtrise de la méthode historique dans une critique des usages abusifs de l'Histoire (2). Cela dit, pour citer Karl Kraus, « entre deux maux je refuse de choisir le moindre ». Si je n'ai guère d'indulgence pour les intellectuels « irresponsables », j'aime encore moins ces responsables « intellectuels » polygraphes, polymorphes, qui pondent leur livraison annuelle entre deux conseils d'administration, trois cocktails de presse et quelques apparitions à la télévision.

« Aujourd'hui, la logique de la politique, de la « sloganisation », s'étend à la vie intellectuelle »

« Alors quel rôle souhaitez-vous pour les intellectuels, notamment dans la construction de l'Europe ?

« Je souhaite que les écrivains, les artistes, les philosophes et les savants puissent se faire entendre directement dans tous les domaines de la vie publique où ils sont compétents. Je crois que tout le monde aurait beaucoup à gagner à ce que la logique de la vie intellectuelle, celle de l'argumentation et de la réfutation, s'étende à la vie publique. Aujourd'hui, c'est la logique de la politique, celle de la dénonciation et de la diffamation, de la « sloganisation » et de la falsification de la pensée de l'adversaire, qui s'étend bien souvent à la vie intellectuelle. Il serait bon que les « créateurs » puissent remplir leur fonction de service public et parfois de salut public.

« Passer à l'échelle de l'Europe, c'est seulement s'élever à un degré d'universalisation supérieure, marquer une étape sur le chemin de l'Etat universel qui, même dans les choses intellectuelles, est loin d'être réalisé. On n'aurait pas gagné grand-chose si l'eurocentrisme venait se substituer aux nationalismes blessés des vieilles nations impériales. Au moment où les grandes utopies du dix-neuvième siècle ont livré toute leur perversion, il est urgent de créer les conditions d'un travail collectif de reconstruction d'un univers d'idéaux réalistes capable de mobiliser les volontés sans mystifier les consciences. »

Propos recueillis par ROGER-POL DROIT et THOMAS FERENCZI

(1) Actes de la recherche en sciences sociales, numéro 90, décembre 1991, 104 p., 52 F.

(2) Voir notamment Les Juifs, la Mémoire et le Présent, tome I, Maspero, 1981 ; tome II, La Découverte, 1991.

★ Georges Balandier consacrera sa chronique « Sociétés » à Réponses, de P. Bourdieu, dans « Le Monde des livres » du 24 janvier.

## LE MONDE diplomatique

Janvier 1992

- **YOUgoslavie** : L'Europe à l'épreuve, par Alain Gresh. - La Vojvodine à son tour menacée, par Catherine Lutard.
- **ALLEMAGNE** : En première ligne pour la conquête des économies de l'Est, par Laurent Carroué. - La force du mark.
- **EXTRÊME-DROITE** : Europe, glissements au bord du gouffre, par Christian de Brie. - Les murs de la haine, par Philippe Videlier.
- **DROGUE** : Les obscurs destins de l'argent, par Alain Labrousse. - Géopolitique d'un fléau (C. de B.).
- **ÉTATS-UNIS** : La dérive conservatrice altère le crédit de la Cour suprême, par Marie-France Toinet. - Deux « Amériques noires » séparées par les injustices de l'économie, par Serge Halimi.
- **ASIE** : L'Afghanistan s'installe dans la fragmentation, par Selig S. Harrison. - Premier dialogue dans la Corée divisée, par Claude Leblanc.
- **ALBANIE** : Sortie d'enfer pour la culture, par Marie-Françoise Allain et Xavier Galmiche.

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F